

CONSELHO DE MINISTROS

—o—o—o—

Decreto n.º 6/2004

de 22 de Março

Pelo artigo 63.º, n.º 2 da Lei do Orçamento do Estado para o ano de 2003 (Lei n.º 18NI/2002, de 30 de Dezembro) foi o Governo autorizado, no quadro do financiamento do Orçamento do Estado, a proceder à contratação de novos empréstimos.

Foi nesse enquadramento que, a 6 de Novembro de 2003, o Governo de Cabo Verde assinou, com o Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África (BADEA), um Acordo de empréstimo, no montante de oitocentos e cinquenta mil dólares, destinado ao financiamento do Projecto de Reabilitação da Fábrica de Conservas Peixe “SUCLA” na ilha de São Nicolau.

Convindo aprovar o referido Acordo de empréstimo;

No uso da faculdade conferida pela alínea *d*) do n.º 2 do artigo 203.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º

Aprovação

É aprovado o Acordo de empréstimo assinado entre o Governo de Cabo Verde e o Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África (BADEA), em 06 de Novembro de 2003, cujos textos em francês e a respectiva tradução não oficial para português são publicados em anexo.

Artigo 2.º

Objectivo

É aprovado o empréstimo objecto do presente diploma, no valor de oitocentos e cinquenta mil dólares, destina-se ao financiamento do Projecto de Reabilitação da Fábrica de Conservas de Peixe “SUCLA”, sita na ilha de São Nicolau, cuja descrição consta dos anexos” e A do Acordo ora aprovado.

Artigo 3.º

Pagamento de juros

Por força do Acordo de empréstimo a que se refere o presente diploma, o Governo de Cabo Verde, na qualidade de mutuário fica obrigado ao pagamento de uma taxa de juros de dois por cento e meio (2,5%) ao ano sobre o montante do empréstimo desembolsado e ainda não reembolso.

Artigo 4.º

Amortizações

O empréstimo será amortizado em quarenta e dois prestações semestrais, após a expiração dum período de carência de sete (7) anos, a contar do primeiro dia do mês seguinte a data do primeiro desembolso da Conta do Empréstimo.

Artigo 5.º

Prazos

O prazo de utilização do empréstimo é fixado a 30 de Junho de 2006, ou em data posterior fixada pelo Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África e notificada ao Governo de Cabo Verde no melhor prazo.

Artigo 6.º

Assistência do Governo à “SUCLA”

No quadro da execução do projecto de reabilitação da fábrica de conservas de peixe da Sociedade Marítima de Conservas de Peixe, “SUCLA”, em conformidade com as disposições do presente Acordo, o Governo colocará à disposição desta os fundos do empréstimo.

Artigo 7.º

Poderes

São conferidos ao membro do Governo responsável pela área das Finanças, com a faculdade de subdelegar no pessoal dirigente de nível não inferior a IV do respectivo departamento governamental, os poderes necessários para representar o Governo de Cabo Verde junto do Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África, podendo praticar quaisquer actos e assinar tudo o que for necessário à execução do Acordo ora aprovado.

Artigo 8.º

Entrada em vigor

Este diploma entra em vigor no dia imediato ao da sua publicação e o Acordo de empréstimo a que se refere o artigo 1.º produzirá efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros

*José Maria Pereira Neves – José Maria Pereira Neves
– Maria de Fátima Lima Veiga – Maria Madalena de Brito
Neves.*

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, José Maria Pereira Neves.

ACCORD DE PRET ENTRE LA REPUBLIQUE DU
CAP VERT ET LA BANQUE ARABE POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE

EN DATE DU 6 NOVEMBRE 2003

Accord de Prêt

Accord en date du 6 novembre 2003, entre la République du Cap Vert (ci-après dénommée l’Emprunteur) et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (ci-après dénommée la BADEA).

Attendu que *a*) L’Emprunteur a demandé à la BADEA de contribuer au financement du Projet décrit dans l’Annexe “II” au présent Accord;

Attendu que *b*) Le Projet sera exécuté par la Société Maritime de Conservation de Poisson, ci-après dénommée «SUCLA» avec l’assistance de l’Emprunteur et que, dans

le cadre de cette assistance, l'Emprunteur mettra à la disposition de SUCLA les fonds du Prêt conformément aux dispositions du présent Accord.

Attendu que c) L'Emprunteur participe au financement du Projet et affectera à cette fin un montant équivalent à six cent -cinquante mille dollars environ (\$ 650.000);

Attendu que d) L'objectif de la BADEA est de promouvoir le développement économique des pays d'Afrique dans un esprit de solidarité et d'intérêt mutuel et de renforcer ainsi les liens qui unissent les Etats Africains et la Nation Arabe;

Attendu que e) La BADEA est convaincue de l'importance et de l'utilité dudit Projet pour le développement de l'économie de l'Emprunteur;

Attendu que f) La BADEA a accepté, compte tenu de ce qui précède, d'accorder à l'Emprunteur un prêt aux conditions stipulées dans le présent Accord;

Par ces motifs, les Parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit:

Article Premier

Conditions Generales - Definitions

Section 1.01 Les Parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des Conditions Générales des Accords de Prêt et de Garantie de la BADEA, ci-jointes, en date du 28 octobre 1979, telles qu'amendées à la date du présent Accord, (ci-après dénommées les Conditions Générales), en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent Accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule au présent Accord ont, chaque fois qu'ils sont employés dans le présent Accord, les significations figurant dans les Conditions Générales et dans ledit Préambule. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes:

- a) "MFPDR" désigne le Ministère des Finances, du Plan et du Développement Régional de l'Emprunteur;
- b) "SUCLA" désigne la Société Maritime de Conservation de Poisson ;
- c) "U.E.P." désigne l'Unité d'Exécution du Projet qui sera créée au sein de SUCLA ;
- d) "E.C.V." désigne l'Escudo du Cap Vert, monnaie de l'Emprunteur;
- e) "Devises" désigne toute monnaie autre que l'E.C.V.

Article II

Le Prêt

Section 2.01 La BADEA accepte de prêter à l'Emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un montant de huit cent cinquante mille dollars (\$ 850.000).

Section 2.02 Le montant du Prêt peut être retiré du Compte du Prêt au titre des dépenses effectuées, ou si la BADEA y consent, des dépenses à effectuer, pour régler le coût raisonnable en devises et en monnaie locale des biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et qui doivent être financés au moyen du Prêt, tels qu'ils sont décrits dans l'Annexe "A" au présent Accord, y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite Annexe d'un commun accord entre l'Emprunteur et la BADEA.

Section 2.03 A moins que la BADEA n'en convienne autrement, les biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et financés au moyen du Prêt sont acquis conformément aux dispositions de l'Annexe "B" au présent Accord.

Section 2.04 La date de clôture est fixée au 30 juin 2006 ou à toute autre date postérieure fixée par la BADEA et notifiée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.05 L'Emprunteur verse des intérêts au taux de deux et demi pour cent (2,5 %) l'an sur le montant du Prêt retiré et non encore remboursé.

Section 2.06 Les intérêts et les commissions éventuelles sont payables semestriellement. Les dates de paiement sont fixées en fonction du premier jour du mois qui suit le premier décaissement du compte du prêt.

Section 2.07 L'Emprunteur rembourse le principal en quarante-deux (42) versements semestriels, conformément au tableau d'amortissement figurant à l'Annexe "I" au présent Accord après expiration d'une période de grâce de sept ans qui court à partir du premier jour du mois suivant la date du premier décaissement du Compte du Prêt.

Article III

Execution du Projet

Section 3. 01 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA exécute le Projet, avec la diligence et l'efficacité voulues et selon les méthodes administratives, financières et techniques appropriées; il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à l'exécution du Projet.

Section 3. 02 L'Emprunteur s'engage à : a) conclure avec SUCLA un accord en vue de lui rétrocéder les fonds du Prêt pour être affectés, en totalité, à la réalisation du Projet et ce, à des conditions jugées satisfaisantes par la BADEA et veille à ce que SUCLA exécute toutes les obligations que l'Emprunteur s'engage par le présent Accord à faire exécuter ou remplir par SUCLA ; b) ce que SUCLA crée en son sein une U.E.P composée d'une équipe technique dirigée par un ingénieur en génie civil ou un architecte qui sera chargé de la supervision des travaux d'exécution du Projet, et dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3. 03 Pour l'exécution et la surveillance du Projet, l'Emprunteur s'engage à ce que SUCLA s'assure les services de consultants dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3. 04 L'Emprunteur soumet ou veille à ce que SUCLA soumette à la BADEA, pour approbation, le projet de programme d'exécution du Projet ainsi que toutes les modifications importantes qui pourraient y être ultérieurement apportées avec tous les détails que la BADEA peut demander.

Section 3. 05 Outre les fonds du Prêt et les fonds prévus par l'Attendu (C) du présent Accord de Prêt, l'Emprunteur fournit, ou veille à ce que SUCLA fournisse, au fur et à mesure des besoins, tous les autres fonds nécessaires à l'exécution du Projet, y compris les fonds qui pourraient être nécessaires pour couvrir tout dépassement de coût par rapport au coût estimatif du Projet à la date de signature du présent Accord; tous ces fonds doivent être fournis à des conditions jugées satisfaisantes par la BADEA.

Section 3. 06 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA assure ou fasse assurer, tous les biens importés qui doivent être financés au moyen des fonds du Prêt auprès d'assureurs dignes de confiance. Ladite assurance couvre tous les risques que comportent l'acquisition, le transport et la livraison desdits biens jusqu'à leur lieu d'utilisation ou d'installation et pour tous montants conformes à l'usage commercial; toute indemnité due au titre de ladite assurance est payable en une monnaie librement utilisable par l'Emprunteur pour remplacer ou faire réparer lesdits biens.

Section 3.07 L'Emprunteur (i) veille à ce que SUCLA tienne les écritures nécessaires pour identifier les biens financés au moyen des fonds du Prêt et en justifier l'emploi dans le cadre du Projet, pour suivre l'avancement du Projet et son coût d'exécution et pour enregistrer de façon régulière, conformément aux principes comptables généralement admis, les opérations, les ressources et les dépenses, en ce qui concerne le Projet, ainsi que les opérations et la situation financière de SUCLA; (ii) donne et veille à ce que SUCLA donne aux représentants accrédités de la BADEA, toute possibilité raisonnable d'effectuer des visites pour des fins se rapportant au Prêt et d'inspecter le Projet, les biens et tous documents et écritures y afférents; et (iii) fournit ou veille à ce que SUCLA fournisse à la BADEA, tous renseignements que la BADEA peut raisonnablement demander en ce qui concerne le Projet et son coût d'exécution, les dépenses effectuées au moyen des fonds du Prêt et les biens financés au moyen desdits fonds ainsi que les opérations et la situation financière de SUCLA.

Section 3. 08 L'Emprunteur prend ou veille à ce que soient prises, toutes les mesures nécessaires en vue d'exécuter le Projet et ne prend ni n'autorise que soit prise aucune mesure de nature à empêcher ou à compromettre l'exécution de l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

Section 3. 09 L'Emprunteur prend ou veille à ce que SUCLA prenne toutes les mesures nécessaires pour acquérir, en tant que de besoin, tous terrains et droits fonciers nécessaires à l'exécution du Projet.

Section 3. 10 L'Emprunteur fournit ou veille à ce que SUCLA fournisse, à la BADEA (i) des rapports trimestriels

dans un délai de 30 jours à compter de la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur l'exécution du Projet dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA; (ii) dans les six mois suivant l'achèvement du Projet, un rapport détaillé sur l'exécution et les premières activités d'exploitation du Projet, son coût, les avantages qui en découlent et en découleront et la réalisation des objectifs du Prêt.

Article IV

Dispositions Particulières

Section 4.01 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA prenne toutes les dispositions nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations, équipements, matériels et autres biens nécessaires ou utiles à l'exploitation du Projet ou à ses opérations conformément aux méthodes techniques, financières et administratives appropriées et de façon à optimiser l'efficacité de l'ensemble des opérations de SUCLA.

Section 4.02 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA gère ses affaires, maintienne sa situation financière et conduise ses opérations conformément à des méthodes techniques, financières et administratives appropriées sous la conduite d'une direction compétente et d'un personnel qualifié et expérimenté.

Section 4.03 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA s'assure les services du personnel qualifié et expérimenté nécessaire à un fonctionnement efficace du Projet.

Section 4.04 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA prenne et maintienne auprès d'assureurs dignes de confiance, une assurance contre tous risques liés au Projet pour tous montants conformes à l'usage commercial.

Section 4.05 L'Emprunteur informe la BADEA de toute mesure envisagée qui aurait pour effet de compromettre la nature ou la gestion de SUCLA et donne à la BADEA toute possibilité raisonnable, avant que ne soit prise ladite mesure, de procéder à des échanges de vues avec l'Emprunteur à ce sujet.

Section 4.06 Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre du présent Accord, L'Emprunteur prend ou fait prendre toutes les mesures (y compris la fourniture de fonds, d'installations, des services et autres ressources) nécessaires ou appropriées pour permettre à SUCLA de remplir les obligations que l'Emprunteur s'engage par le présent Accord à faire exécuter ou remplir par elle et ne prend ni n'autorise aucune mesure de nature à empêcher ou compromettre l'exécution desdites obligations.

Section 4.07 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA (i) fasse vérifier chaque année, par des auditeurs indépendants, de compétence reconnue, conformément aux principes de révision comptable généralement admis, ses comptes et états financiers (bilans, comptes d'exploitation et de profits et pertes et états y afférents); (ii) fournisse à la BADEA, dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, six mois au plus tard après la fin de l'année fiscale A) des copies certifiées conformes desdits comptes et états financiers vérifiés et B) un rapport desdits auditeurs dont

le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA ; et (iii) fournisse à la BADEA tous autres renseignements concernant la comptabilité et les états financiers de SUCLA et leur vérification que la BADEA peut raisonnablement demander.

Section 4.08 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA n'adopte aucun nouveau programme d'extension de ses activités, avant l'exécution du Projet, sauf approbation préalable de la BADEA.

Section 4.09 L'Emprunteur veille à ce que le taux d'endettement à long terme de SUCLA (rapport des dettes à long terme / ensemble des actifs) ne dépasse pas 50%.

Section 4.10 L'Emprunteur s'engage à mettre en place une unité de suivi de l'exécution du Projet, comprenant des représentants des ministères chargés des finances et de la pêche.

Section 4.11 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA contracte une étude de restructuration organisationnelle préalablement à toute première demande de décaissement sur le compte du Prêt.

Section 4.12 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA fournisse les ressources humaines nécessaires pour la gestion du Projet, après son exécution, conformément aux mesures envisagées dans l'étude de restructuration organisationnelle.

Section 4.13 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA exécute le contenu de l'étude de restructuration organisationnelle au plus tard lorsque les décaissements sur le compte du Prêt auront atteint 75% du montant du Prêt.

Section 4.14 L'Emprunteur veille à ce que SUCLA fournisse à la BADEA, un programme de formation, dont le contenu est jugé satisfaisant par la BADEA, au profit de ses cadres et employés, en vue d'améliorer leurs compétences dans les opérations de production, les techniques de commerce et de commercialisation et l'exécution des sessions de formation y afférents.

Article V

Suspension et Exigibilité Anticipée

Section 5. 01 Aux fins d'application de la Section (8.02) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du Paragraphe (1-g) de ladite Section:

A) L'Emprunteur, ou toute autorité compétente, a pris une mesure quelconque en vue de dissoudre ou de liquider SUCLA, de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations, à moins que l'Emprunteur n'ait pris les dispositions nécessaires, jugées satisfaisantes par la BADEA, pour veiller à l'exécution de toutes les obligations prévues par le présent Accord.

B) Les statuts, ou toute disposition qu'ils contiennent, ou la nature ou la gestion de SUCLA ont fait l'objet d'une modification importante de nature à compromettre, de l'avis de la BADEA, les droits de la BADEA, résultant du

présent Accord ou la capacité de SUCLA d'exécuter le Projet ou d'exploiter ses installations.

C) (i) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (ii) de la présente Section:

(a) Le droit de l'Emprunteur ou de SUCLA de retirer les fonds provenant de tout autre prêt ou don accordé à l'Emprunteur ou à SUCLA pour le financement du Projet a été suspendu ou annulé, en tout ou en partie, ou il y a été mis fin en tout ou en partie, conformément aux dispositions de l'accord octroyant ledit prêt ou don; ou

(b) Ce prêt est dû et exigible avant l'échéance stipulée dans l'accord afférent audit prêt.

(ii) L'alinéa (i) de la présente Section n'est pas applicable si l'Emprunteur établit, à la satisfaction de la BADEA, a) que ladite suspension, annulation, terminaison ou exigibilité anticipée n'est pas due à un manquement aux obligations incombant à l'Emprunteur ou à SUCLA en vertu dudit accord, et (B) que l'Emprunteur ou SUCLA peut obtenir auprès d'autres sources des fonds suffisants pour la réalisation du Projet à des conditions permettant à l'Emprunteur ou à SUCLA d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 5. 02 Aux fins d'application de la Section (9.01) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du paragraphe (g) de ladite Section, à savoir:

a) L'un quelconque des faits spécifiés aux paragraphes (A) et (B), de la section (5.01) du présent Accord survient et persiste pendant soixante jours après la notification donnée par la BADEA à l'Emprunteur ;

b) Le fait spécifié au paragraphe (C-i-b) de la section (5.01) du présent Accord est survenu, sous réserve des dispositions du paragraphe (C-ii) de ladite Section.

Article VI

Date d'entrée en Vigueur-Terminaison

Section 6. 01 Au sens de la Section (12.01) (b) des Conditions Générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est également subordonnée aux conditions suivantes:

a) L'augmentation en numéraire du capital social de SUCLA de trente cinq millions d'E.C.V., avec libération effective du quart du montant de cette augmentation. Le reste de l'augmentation du capital souscrit sera libéré au fur et à mesure de l'exécution du Projet conformément à un calendrier jugé satisfaisant par la BADEA.

b) L'accord de rétrocession à SUCLA, dont la teneur et la forme sont jugées satisfaisantes par la BADEA, a été dûment signé, est entré

intégralement en vigueur et a force obligatoire pour les parties audit accord conformément à ses dispositions, sous réserve uniquement de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Section 6.02 Au sens de la section (12.02) des Conditions Générales, la consultation juridique à fournir à la BADEA doit également établir le point suivant :

- L'Accord de rétrocession à SUCLA a été dûment autorisé ou approuvé par les parties audit accord, dûment signé en leur nom, et il est entré intégralement en vigueur et a force obligatoire pour lesdites parties conformément à ses dispositions.

Section 6.03 La date du 29 février 2004 est spécifiée aux fins d'application de la Section (12.04) des Conditions Générales.

Article VII

Representation de L'emprunteur-Adresses

Section 7.01 Le Ministre des Finances, du Plan et du Développement Régional de l'Emprunteur est le Représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section (11.03) des Conditions Générales.

Section 7.02 Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section (11.01) des Conditions Générales:

Pour l'Emprunteur:

Ministère des Finances, du Plan et du Développement Régional

B. P. 30

107 Avenue Amilcar Cabral

Praia, République du Cap Vert

Adresse télégraphique

Ministère des Finances,

Praia – Cap Vert

Autres adresses pour les messages téléfax et e-mail:

Téléfax: (238) 613 897

E-mail : victorf@gov1.gov.cv

Pour la BADEA:

La Banque Arabe pour le Développement

Economique en Afrique

B.P. 2640

Khartoum 11111 - République du Soudan

Adresse télégraphique:

BADEA - Khartoum - Soudan.

Autres adresses pour les messages téléx, téléfax et e-mail:

Télex : 22248 ou 22739 ou 23098 BADEA SD

Téléfax: (249 - 11) 770600 ou 770498

E-mail : badea@badea.org

En foi de quoi, les Parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leur Représentant dûment autorisé à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leur nom respectif à Khartoum, les jour, mois et an que dessus. Le présent Accord est établi en double exemplaire arabe et français, le texte français étant conforme au texte arabe qui seul fait foi.

République du Cap Vert

Par Représentant autorisé, Victor A.G. Fidalgo, Conseiller du Ministre des Finances, du Plan et du Développement Régional.

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

Par Président du Conseil d'Administration, Ahmed Abdallah El-AKEIL

ANNEXE "I"

Tableau D'amortissement

Nombre de versements	Remboursement du Principal (exprimé en dollars \$)
1.	16.000
2.	16.000
3.	16.000
4.	16.000
5.	16.000
6.	17.000
7.	17.000
8.	17.000
9.	17.000
10.	17.000
11.	18.000
12.	18.000
13.	18.000
14.	18.000
15.	18.000
16.	19.000
17.	19.000
18.	19.000
19.	19.000

20.	20.000	Le Projet comprend la réhabilitation de certains bâtiments, la modernisation et l'automatisation de certains postes de la chaîne de production, ce qui augmentera la production annuelle de 450 tonnes à 850 tonnes.
21.	20.000	
22.	20.000	
23.	20.000	III. Composantes du Projet :
24.	21.000	Le Projet comprend principalement les composantes suivantes :
25.	21.000	A) Génie Civil:
26.	21.000	Réhabilitation de certains bâtiments, notamment
27.	21.000	1. Zone de Fabrication
28.	22.000	a- Bâtiments:
29.	22.000	- Les planchers : polir et ragréer les planchers et couvrir certaines parties soit par un enduit à base de résine d'époxy soit par du carrelage adapté.
30.	22.000	
31.	23.000	
32.	23.000	- Les murs et poteaux : couverture des murs et poteaux par une couche de céramique de 1,25 mètres d'hauteur. La rencontre des murs avec le plancher doit se faire par un angle arrondi pour faciliter le nettoyage.
33.	23.000	
34.	23.000	
35.	24.000	- Les plafonds : construction des plafonds dans toutes les zones de fabrication de façon à ce que la hauteur nette soit supérieure ou égale à 2,7 mètres. De même, le bouchage de toutes les fenêtres de cette zone et qui donnent vers l'extérieure de la zone de fabrication.
36.	24.000	
37.	24.000	
38.	25.000	
39.	25.000	b- L'éclairage : renforcement de l'éclairage de façon à ce qu'il ne soit pas moins de 215 lux en tout temps avec l'utilisation des luminaires qui doivent être facilement nettoyables et munis d'enveloppes protectrices en cas de bris.
40.	25.000	
41.	26.000	
42.	24.000	c- L'aération: fermeture des ouvertures et achèvement des travaux de construction des plafonds de la zone de fabrication tout en conservant une bonne aération qui peut être naturelle ou mécanique.

ANNEXE « II »

Description Du Projet

I. Objectifs du projet:

Le projet s'intègre dans la stratégie à long terme du Gouvernement visant à développer le secteur de la pêche qui contribue à hauteur de 7,5 % du total des exportations du pays. La réhabilitation de l'usine contribuera à l'amélioration de la qualité de la production ce qui permettra l'exportation du produit fini vers les pays de l'Union Européenne. Le Projet contribuera à l'augmentation des entrées en devises du pays, à travers l'exportation des produits de pêche finis.

II. Description du Projet :

Le projet de réhabilitation de la conserverie de poisson de SUCLA est situé à Tarrafal dans l'île de Sao Nicolau. Cette usine est considérée comme l'une des plus grandes sources d'emplois dans l'île de Sao Nicolau, dont la population est estimée à environ 11 000 habitants.

- d- Les installations sanitaires : réhabilitation des installations sanitaires existantes et augmentation de leur nombre en vue de satisfaire les normes en vigueur qui prévoient l'existence de 5 blocs sanitaires pour 50 à 100 employés(e)s en plus d'un bloc sanitaire pour chaque groupe de 30 employé(e)s au delà de 100. Changement des lavabos pour avoir la forme requise (circulaire ou semi-circulaire) ainsi que le changement des robinets traditionnels par des robinets à pédales ou à cellule photo-électrique.
- e- Chambre froide : réhabilitation de la chambre froide et extension de celle-ci afin de permettre le stockage du poisson frais et congelé pendant la période où l'exportation du poisson dépasse celle de la production journalière.

2. Bâtiments administratifs:

Réhabilitation et construction du bâtiment administratif, colmatage des fissures et construction de blocs sanitaires.

3. Zone de fabrication des farines de résidus de poisson:

Réhabilitation des planchers et murs de la zone de fabrication de la farine à base de résidus de poisson d'environ 700 m² de superficie.

B) Les Equipements

Les équipements de l'usine comprennent la fourniture et l'installation d'une chaîne de production complète, des équipements nécessaires au transport à l'intérieure de l'usine et à l'extérieur, les équipements de contrôle de qualité du laboratoire de l'usine, la machine de fabrication de glace, la rénovation de la chambre froide ainsi que les équipements de climatisation de l'usine et du bâtiment administratif.

C) Intrants à la production :

La fourniture des intrants à la production, tels que les boîtes métalliques de conserve et les matériaux entrant dans la fabrication des boîtes et cartons servant à l'emballage, pour une durée de 6 mois.

D) Appui à l'U.E.P.

Comprenant l'acquisition des équipements de bureaux : un photocopieur, deux ordinateurs avec leurs accessoires, un scanner ainsi que quelque mobilier de bureau.

La composante comprend également les prestations de services d'un ingénieur en génie civil, ou d'un architecte, pour assister la direction de l'usine pendant les différentes phases d'exécution du Projet.

E) Etude de restructuration organisationnelle et formation

La composante comprend le coût d'une étude de restructuration organisationnelle de la société, la détermination et la description des fonctions de ses cadres, la mise en œuvre de cette étude ainsi que la formation des employés aux différents équipements modernes de production que fournira le Projet.

F) Service de Consultants

Comprenant: la fourniture des prestations d'un bureau d'études pour:

- L'élaboration des études détaillées d'exécution,
- La détermination des normes et l'élaboration des dossiers d'appels d'offres pour les différentes composantes du Projet,
- Le contrôle et supervision des travaux.

L'achèvement du Projet est prévu pour le 31 décembre 2005.

ANNEXE « A »

Biens et Services Devant être Financés et Affectation du Prêt de la BADEA

Le tableau ci-dessous indique les catégories de biens et services financés par le prêt, le montant du prêt affecté à chaque catégorie et le pourcentage de dépenses financé.

Catégorie	Montant affecté (exprimé en	% de dépenses dollars \$) financé du coût total de la composante
1. Travaux de Génie civil	180.000	60 %
2. Fourniture des équipements (à l'exception de ceux acquis précédemment) et leur installation	380.000	100 %
3. Intrants à la production	110.000	45,8 %
4. Equipements dans le cadre de la composante appui à l'UEP	20.000	100 %
5. Services de Consultation	90.000	100 %
6. Non affecté	70.000	
Total	850.000	

NOTE:

La BADEA peut, par voie de notification à l'emprunteur, (i) réaffecter tout montant relevant de la catégorie 6 (non affecté) à l'une quelconque des autres catégories 1 à 5, dans la mesure où ledit montant est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre des dites catégories ; (ii) réaffecter tout montant relevant de l'une quelconque des catégories 1 à 5 à une autre des catégories 1 à 5 dans la mesure où ledit montant n'est plus nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de la première catégorie mais est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre des autres catégories.

ANNEXE « B »

Acquisition des Biens et Services

A moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'acquisition des biens et services devant être financés au moyen du Prêt, se fera ainsi qu'il suit :

- Les travaux de génie civil : sur la base d'une adjudication locale.
- La fourniture et l'installation des équipements et des intrants à la production : sur la base d'une liste restreinte des entreprises internationales qualifiées.
- La fourniture des équipements destinés à l'UEP : importés par le biais de représentants locaux ou régionaux.
- Les services de consultation : sur la base d'une liste restreinte de bureaux d'ingénieurs-conseils.

A égalité de qualité des biens et services et de capacité d'exécution, préférence sera donnée aux entreprises arabes, africaines ou arabo-africaines, à condition que l'écart des coûts, par rapport au montant de l'offre la moins-disante,

ne dépasse pas 15% pour les fournitures et 10% pour les services, que la valeur ajoutée des fournitures soit de 30% au moins et que la part arabe ou africaine du capital de ces entreprises ne soit pas inférieure à 50%.

2) L'Emprunteur soumet à l'approbation préalable de la BADEA tous les contrats et ordres proposés pour l'acquisition des biens et services devant être financés au moyen du prêt.

3) L'emprunteur soumet à la BADEA des copies des documents des adjudications et il apportera audits documents les modifications que la BADEA pourra raisonnablement demander. Dans les cas où les soumissionnaires seront choisis sur la base des listes restreintes, l'Emprunteur transmettra à la BADEA lesdites listes restreintes pour examen et approbation. A la suite de la réception de l'évaluation des offres, l'Emprunteur présentera à la BADEA un rapport détaillé sur l'évaluation et les comparaisons des offres reçues, accompagné de recommandations concernant l'attribution des marchés pour l'approbation desdites recommandations.

ACORDO DE EMPRESTIMO ENTRE A REPÚBLICA DE CABO VERDE E O BANCO ARABE PARA O DESENVOLVIMENTO ECONÓMICO EM AFRICA

DATADO DE 6 DE NOVEMBRO 2003

Acordo de empréstimo

Acordo com data de 6 de Novembro de 2003, entre a República de Cabo Verde (adiante designado o Mutuário) e o Banco Árabe para o Desenvolvimento em África (adiante designado o BADEA).

Atendendo a que *a*) O Mutuário solicitou ao BADEA para participar no financiamento do Projecto descrito no Anexo "II" ao presente Acordo;

Atendendo a que *b*) O Projecto será executado pela Sociedade Marítima de Conserva de Peixe, adiante designada « SUCLA » com a assistência do Mutuário e que, no quadro desta assistência, o Mutuário colocará à disposição da SUCLA os fundos do Empréstimo em conformidade com as disposições do presente Acordo.

Atendendo a que *c*) O Mutuário participa no financiamento do Projecto e afectará para este fim um montante equivalente a cerca de seiscentos e cinquenta mil dólares (\$ 650.000);

Atendendo a que *d*) O objectivo do BADEA é de promover o desenvolvimento económico dos países Africanos num espírito de solidariedade e de interesse mútuo e de reforçar assim os laços que unem os Estados Africanos e a Nação Árabe;

Atendendo a que *e*) O BADEA está convencido da importância e da utilidade do referido projecto para o desenvolvimento da economia do Mutuário;

Atendendo a que *f*) O BADEA aceitou, tendo em conta o que precede, conceder ao Mutuário um empréstimo nas condições estipuladas no presente Acordo;

Por ser verdade, as Partes no presente Acordo convieram o que se segue :

Artigo Primeiro

Condições Gerais - Definições

Secção 1.01 As partes do presente Acordo aceitam todas as disposições das Condições Gerais dos Acordos de Empréstimo e de Garantia do BADEA, em anexo, com data de 28 de Outubro de 1979, tais como emendadas à data do presente Acordo, (adiante denominados as Condições Gerais), reconhecendo-os com a mesma força e os mesmos efeitos que se elas estivessem inseridas no presente Acordo.

Secção 1.02 A menos que o contexto requeira uma outra interpretação, os termos e expressões definidos nas Condições Gerais e no Preâmbulo do presente Acordo têm, de cada vez que empregues no presente Acordo, os significados que figuram nas Condições Gerais e no mencionado Preâmbulo. Além disso, os termos a seguir têm os significados seguintes:

- a*) "MFPDR" designa o Ministério das Finanças, do Plano e do Desenvolvimento Regional do Mutuário;
- b*) "SUCLA" designa a Sociedade Marítima de Conservação de Pescado ;
- c*) "U.E.P." designa a Unidade de Execução do Projecto que será criada no seio da SUCLA ;
- d*) "E.C.V." designa o Escudo de Cabo Verde, moeda do Mutuário;
- e*) "Divisas" designa toda a moeda diferente do E.C.V.

Artigo II

O Empréstimo

Secção 2.01 O BADEA aceita emprestar ao Mutuário, nas condições estipuladas no presente Acordo, um montante de oitocentos e cinquenta mil dólares (\$ 850.000).

Secção 2.02 O montante do empréstimo pode ser retirado da Conta do Empréstimo a título de despesas efectuadas, ou se o BADEA o consentir, das despesas a efectuar, para pagar o custo razoável em divisas e em moeda local de bens e serviços necessários à execução do Projecto e que devem ser financiados pelo Empréstimo, tais como descritos no Anexo "A" no presente Acordo, incluindo as modificações que poderão ser efectuadas ao dito Anexo de comum acordo entre o Mutuário e o BADEA.

Secção 2.03 A menos que o BADEA estabeleça de outra forma, os bens e serviços necessários à execução do Projecto e financiados por meios do Empréstimo são adquiridos de acordo com as disposições do Anexo "B" ao presente Acordo.

Secção 2.04 A data de fecho é fixada a 30 de Junho de 2006 ou qualquer outra data posterior fixada pelo BADEA e notificada ao Mutuário no melhor prazo.

Secção 2.05 O Mutuário paga juros à taxa de dois por cento e meio (2,5 %) ao ano sobre o montante do Empréstimo desembolsado e ainda não reembolsado.

Secção 2.06 Os juros e as comissões eventuais são pagos semestralmente. As datas de pagamento são fixadas em função do primeiro dia do mês que se segue ao primeiro desembolso da conta do empréstimo.

Secção 2.07 O Mutuário reembolsará o principal em quarenta e dois (42) pagamentos semestrais, de acordo com o quadro de amortização constante do Anexo "T" do presente Acordo após o termo dum período de carência de sete anos a contar do primeiro dia do mês seguinte à data do primeiro desembolso da Conta Empréstimo.

Artigo III

Execução do Projecto

Secção 3.01 O Mutuário zela para que a SUCLA execute o Projecto, com a diligência e eficácia requeridas segundo os métodos administrativos, financeiros e técnicos adequados; disponibiliza, à medida das necessidades, os fundos, instalações, serviços e outros recursos necessários à execução do Projecto.

Secção 3.02 O Mutuário compromete-se a: a) efectuar um acordo com a SUCLA com vista a retroceder-lhe os fundos do Empréstimo para serem afectados, na totalidade, à realização do Projecto e isto, em condições julgadas satisfatórias pelo BADEA e zela para que a SUCLA execute todas as obrigações para as quais o Mutuário se compromete pelo presente Acordo a fazer executar ou preencher pela SUCLA; b) a que a SUCLA crie internamente uma U.E.P. composta por uma equipa técnica dirigida por um engenheiro civil ou um arquitecto que ficará encarregue da supervisão dos trabalhos de execução do projecto, e cujas qualificações, experiência, mandato e condições de emprego são julgadas satisfatórias pelo BADEA..

Secção 3.03 Para a execução e a supervisão do Projecto, o Mutuário compromete-se a que a SUCLA assegure os serviços de consultores cujas qualificações, experiência, mandato e condições de emprego são julgados satisfatórios pelo BADEA.

Secção 3.04 O Mutuário submete ou zela para que a SUCLA submeta ao BADEA, para aprovação, o projecto de programa de execução do Projecto bem como todas as modificações importantes que poderão ser posteriormente trazidas com todos os detalhes que o BADEA pode pedir.

Secção 3.05 Para além dos fundos do empréstimo previstos no Atendendo (C) do presente Acordo de Empréstimo, o Mutuário fornece, ou zela para que a SUCLA forneça, à medida das necessidades, todos os outros fundos necessários à execução do Projecto, incluindo os fundos que poderão ser necessários para cobrir todos os custos extras com relação ao custo estimativo do Projecto à data de assinatura do presente Acordo; todos estes fundos devem ser fornecidos em condições julgadas satisfatórias pelo BADEA.

Secção 3.06 O Mutuário zela para que a SUCLA segure ou faça segurar, todos os bens importados que devem ser financiados com meios dos fundos do Empréstimo junto a seguradoras dignas de confiança. A referido seguro cobre todos os riscos que comportam a aquisição, o transporte e a entrega dos mencionados bens

até à sua utilização ou instalação e para todos os montantes em conformidade com o uso comercial; toda a indemnização devida a título do mencionado seguro é pago em moeda livremente utilizável pelo Mutuário para substituir ou fazer reparar os referidos bens.

Secção 3.07 O Mutuário (i) zela para que a SUCLA mantenha as escritas necessárias para identificar os bens financiados com meios dos fundos do Empréstimo e justificar o emprego no quadro do Projecto, para acompanhar a evolução do Projecto e seu custo de execução e para registar de forma regular, em conformidade com os princípios contabilísticos geralmente aceites, as operações, os recursos e as despesas, no que diz respeito ao Projecto, bem como as operações e a situação financeira da SUCLA; (ii) dá e zela para que a SUCLA dê aos representantes acreditados do BADEA, toda a possibilidade razoável de efectuar visitas para fins relacionados com o Empréstimo e inspecionar o Projecto; e (iii) fornece ou zela para que a SUCLA forneça ao BADEA, todas as informações que o BADEA pode razoavelmente pedir no que concerne ao Projecto e seu custo de execução, as despesas efectuadas com meios dos fundos do Empréstimo e os bens financiados com meios dos mencionados fundos bem como as operações e a situação financeira da SUCLA.

Secção 3.08 O Mutuário toma ou zela para sejam tomadas, todas as medidas necessárias com vista à execução do Projecto e não toma nem autoriza que sejam tomadas qualquer medida de forma a impedir ou a comprometer a execução de qualquer das disposições do presente Acordo..

Secção 3.09 O Mutuário toma ou zela para que a SUCLA tome todas as medidas necessárias para adquirir, na medida das necessidades, todos os terrenos e direitos prediais necessários à execução do Projecto.

Secção 3.10 O Mutuário fornece ou zela para que a SUCLA forneça, ao BADEA (i) os relatórios trimestrais num prazo de 30 dias a contar do fim de cada trimestre do ano civil, sobre a execução do Projecto cujo conteúdo e detalhes sejam julgados satisfatórios para o BADEA; (ii) nos seis meses seguintes ao termo do Projecto, um relatório detalhado sobre a execução e as primeiras actividades de exploração do Projecto, seu custo, vantagens que daí resultam e resultarão e a realização dos objectivos do Empréstimo.

Artigo IV

Disposições Particulares

Secção 4.01 O Mutuário zela para que a SUCLA tome todas as medidas necessárias à exploração e manutenção das instalações, equipamentos, materiais e outros bens necessários ou úteis à exploração do Projecto ou às suas operações de acordo com os métodos técnicos, financeiros e administrativos apropriados e de forma a otimizar a eficácia do conjunto das operações da SUCLA.

Secção 4.02 O Mutuário zela para a SUCLA gira os seus negócios, mantenha a sua situação financeira e conduza as suas operações de acordo com os métodos técnicos, financeiros e administrativos apropriados sob a orientação duma direcção competente e dum pessoal qualificado e experiente.

Secção 4.03 O Mutuário zela para que a SUCLA assegure os serviços de pessoal qualificado e experiente necessário ao funcionamento eficaz do Projecto.

Secção 4.04 O Mutuário zela para que a SUCLA tome e mantenha junto às seguradoras dignas de confiança, um seguro contra todos os riscos ligados ao Projecto para todos os montantes em conformidade com o uso comercial.

Secção 4.05 O Mutuário informa ao BADEA de toda a medida prevista que teria como consequência comprometer a natureza ou a gestão da SUCLA e dá ao BADEA toda a possibilidade razoável, antes que seja tomada a referida medida, de proceder às trocas de ponto de vista com o Mutuário a respeito.

Secção 4.06 Sem prejuízo das obrigações que lhe incumbem no âmbito do presente Acordo, o Mutuário toma ou faz tomar todas as medidas (incluindo o fornecimento de fundos, de instalações, de serviços e outros recursos) necessárias ou adequadas para permitir à SUCLA cumprir as obrigações que o Mutuário se compromete pelo presente Acordo a fazer executar ou cumprir por ela e não toma nem autoriza nenhuma medida de natureza a impedir ou comprometer a execução das ditas obrigações.

Secção 4.07 O Mutuário zela para que a SUCLA (i) faça verificar em cada ano, por auditores independentes, de competência reconhecida, em conformidade com os princípios de revisão contabilística geralmente aceites, as suas contas e situação financeira (balanços, contas de exploração e de proveitos e perdas e situações decorrentes); (ii) forneça ao BADEA, no melhor prazo e, em todos os casos, o mais tardar seis meses após o fim do ano fiscal A) as cópias certificadas em conformidade com as mencionadas contas e situações financeiras verificadas e B) um relatório dos referidos auditores cujo conteúdo e detalhes são julgados satisfatórios para o BADEA; et (iii) forneça ao BADEA todas as restantes informações relativas à contabilidade e situações financeiras da SUCLA e à sua verificação que o BADEA pode razoavelmente pedir.

Secção 4.08 O Mutuário zela para que a SUCLA não adopte nenhum programa novo de extensão das suas actividades, antes da execução do Projecto, salvo aprovação prévia do BADEA.

Secção 4.09 O Mutuário zela para que a taxa de endividamento a longo termo da SUCLA (relação das dívidas a longo termo e conjunto dos activos) não ultrapassem os 50%.

Secção 4.10 O Mutuário compromete-se a implementar uma unidade de seguimento da execução do Projecto, incluindo representantes dos ministérios encarregues das finanças e da pesca.

Secção 4.11 O Mutuário zela para que a SUCLA efectue um estudo de reestruturação organizacional prévio antes do primeiro pedido de desembolso sobre a conta do Empréstimo.

Secção 4.12 O Mutuário zela para que a SUCLA forneça os recursos humanos necessários à gestão do Projecto, após a sua execução, de acordo com as medidas previstas no estudo de reestruturação organizacional.

Secção 4.13 O Mutuário zela para que a SUCLA execute o conteúdo do estudo de reestruturação organizacional o mais tardar logo que os desembolsos sobre a conta do Empréstimo atinjam 75% do montante do Empréstimo.

Secção 4.14 O Mutuário zela para que a SUCLA forneça ao BADEA, um programa de formação, cujo conteúdo é considerado satisfatório pelo BADEA, a favor dos quadros e empregados, com vista melhorar as suas competências nas operações de produção, as técnicas de comércio e de comercialização e a execução de sessões complementares de formação.

Artigo V

Suspensão e Exigibilidade Antecipada

Secção 5. 01 Para os fins da aplicação da Secção (8.02) das Condições Gerais, os factos seguintes são igualmente especificados em conformidade com as disposições do Parágrafo (1-g) da referida Secção:

A) O Mutuário, ou toda autoridade competente, tomou uma medida qualquer visando a dissolução ou a liquidação da SUCLA, de pôr fim à sua actividade ou suspender as operações, a menos que o Mutuário não tenha tomado as disposições necessárias, julgadas satisfatórias para o BADEA, para zelar pela execução de todas as obrigações previstas no presente Acordo.

B) Os estatutos, ou toda a disposição que eles contêm, ou a natureza ou a gestão da SUCLA foram objecto duma modificação importante de modo a comprometer, na opinião do BADEA, os direitos do BADEA, resultante do presente Acordo ou a capacidade da SUCLA de executar o Projecto ou de explorar as suas instalações..

C) (i) Sob reserva das disposições da alínea (ii) da presente Secção:

(a) O direito do Mutuário ou da SUCLA de retirar os fundos provenientes de qualquer outro empréstimo ou donativo ao Mutuário ou à SUCLA para o financiamento do Projecto foi suspenso ou anulado, no todo ou em parte, ou foi posto fim no todo ou em parte, de acordo com as disposições do acordo outorgando o dito empréstimo ou donativo; ou

(b) Este empréstimo é devido e exigível antes do termo estipulado no acordo aferente ao mencionado empréstimo.

(ii) A alínea (i) da presente Secção não é aplicável se o Mutuário demonstra, à satisfação do BADEA, a) que a referida suspensão, anulação, termo ou exigibilidade antecipada não é devido ao incumprimento das obrigações a cargo do Mutuário ou da SUCLA em virtude do referido acordo, e (B) que o Mutuário ou a SUCLA podem obter junto de outras fontes, fundos suficientes para a realização do Projecto em condições que permitam ao Mutuário ou à SUCLA honrar as obrigações que lhe dizem respeito em virtude do presente Acordo.

Secção 5.02 Para os fins da aplicação da Secção (9.01) das Condições Gerais, os factos seguintes são igualmente especificados em conformidade com as disposições do parágrafo (g) da mencionada Secção, a saber:

- a) Qualquer um dos factos especificados nos parágrafos (A) et (B), da Secção (5.01) do presente Acordo aparece e persiste durante sessenta dias após a notificação do BADEA ao Mutuário;
- b) O facto especificado no parágrafo (C-i-b) da secção (5.01) do presente Acordo aconteceu, sob reserva das disposições do parágrafo (C-ii) da referida Secção.

Artigo VI

Data de Entrada em Vigor -Termo

Secção 6.01 Para efeitos da Secção (12.01) (b) das Condições Gerais, a entrada em vigor do acordo de Empréstimo está igualmente sujeito às seguintes condições:

- a) Aumento em numerário do capital social da SUCLA de trinta e cinco milhões de E.C.V., com a libertação efectiva dum quarto do montante deste aumento. O resto do aumento do capital subscrito será liberado à medida da execução do Projecto de acordo com um calendário julgado satisfatório pelo BADEA..
- b) Acordo de renúncia à SUCLA, cujo contexto e forma são julgados satisfatórios pelo BADEA, foi correctamente assinado, entrou integralmente em vigor e tem força obrigatória para as partes do mencionado acordo em conformidade com estas disposições, sob reserva unicamente da entrada em vigor do presente Acordo.

Secção 6.02 Para efeitos da Secção (12.02) das Condições Gerais, a consulta jurídica a fornecer ao BADEA deve igualmente estabelecer o seguinte ponto:

- Acordo de renúncia à SUCLA foi correctamente autorizado e aprovado pelas partes do mencionado acordo, correctamente assinado em seus nomes, e entrou integralmente em vigor e tem força obrigatória para as referidas partes de acordo com as suas disposições.

Secção 6.03 A data de 29 de Fevereiro de 2004 é estabelecida para os fins da aplicação da Secção (12.04) das Condições Gerais.

Artigo VII

Representação do Mutuário-Endereços

Secção 7.01 O Ministro das Finanças, do Plano e do Desenvolvimento Regional do Mutuário é o Representante do Mutuário para os fins da aplicação da Secção (11.03) das Condições Gerais.

Secção 7.02 Os endereços abaixo são estipulados para os fins da aplicação da Secção (11.01) das Condições Gerais:

Para o Mutuário:

Ministério das Finanças, do Plano e do Desenvolvimento Regional

C. P. 30

107 Avenida Amílcar Cabral

Praia, República de Cabo Verde

Endereço telegráfico

Ministério das Finanças,

Praia – Cabo Verde

Outros endereços para as mensagens telefax e e-mail:

Telefax: (238) 613 897

E-mail : victorf@gov1.gov.cv

Para o BADEA:

O Banco Árabe para o Desenvolvimento

Económico em África

C.P. 2640

Cartum 11111 – Republica do Sudão

Endereço telegráfico:

BADEA - Cartum - Sudão.

Outros endereços para as mensagens telex, telefax e e-mail:

Télex: 22248 ou 22739 ou 23098 BADEA SD

Téléfax: (249 - 11) 770600 ou 77049 e

E-mail: badea@badea.org

Por ser verdade, as Partes do presente Acordo, agindo por intermédio dos seus Representantes devidamente autorizados, assinaram o presente Acordo em seus respectivos nomes em Cartum, ao dia, mês e ano abaixo. O presente Acordo é feito em dois exemplares árabe e francês, o texto francês estando em conformidade com o texto árabe que só faz fé.

Por República de Cabo Verde

Representante autorizado, *Victor A.G. Fidalgo*
Conselheiro do Ministro das Finanças, do Plano e do Desenvolvimento Regional.

Por Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em africa.

Presidente do Conselho de Administração *Ahmed Abdallah El-AKEIL*

ANEXO "I"

Quadro de Amortização

Número de Pagamentos	Reembolso do Principal (expresso em dólares \$)
1.	16.000
2.	16.000
3.	16.000
4.	16.000
5.	16.000
6.	17.000
7.	17.000
8.	17.000
9.	17.000
10.	17.000
11.	18.000
12.	18.000
13.	18.000
14.	18.000
15.	18.000
16.	19.000
17.	19.000
18.	19.000
19.	19.000
20.	20.000
21.	20.000
22.	20.000
23.	20.000
24.	21.000
25.	21.000
26.	21.000
27.	21.000
28.	22.000
29.	22.000
30.	22.000
31.	23.000
32.	23.000
33.	23.000
34.	23.000
35.	24.000
36.	24.000
37.	24.000
38.	25.000
39.	25.000
40.	25.000
41.	26.000
42.	24.000

ANNEXE « II »

Description du Projet

I. Objectivos do projecto:

O projecto integra-se na estratégia a longo prazo do Governo visando desenvolver o sector das pescas que contribui com 7,5% do total das exportações do país. A reabilitação da fabrica contribuirá para o melhoramento da qualidade da produção o que permitirá a exportação do produto acabado para países da União Europeia. O Projecto contribuirá para o aumento das entradas de divisas no país, pela via da exportação de produtos de pesca acabados.

II. Descrição do Projecto:

O projecto de reabilitação da fabrica de peixe SUCLA está situado no Tarrafal na ilha de S.Nicolau. Esta unidade é considerada como uma das maiores fontes de emprego na ilha de S.Nicolau, cuja população está estimada em cerca de 11 000 habitantes.

O Projecto compreende a reabilitação de alguns edificios, a modernização e automatização de alguns postos da cadeia de produção, o que aumentará a produção anual de 450 para 850 toneladas.

III. Componentes do Projecto:

O Projecto compreende principalmente as seguintes componentes:

A) Construção Civil:

Reabilitação de algumas instalações, principalmente:

1- Zona de fabrico

a - Instalações:

– Os soalhos: polir e alisar os soalhos e cobrir algumas partes seja por uma camada à base de resina de epoxy seja por ladrilho adaptado.

– as paredes e barrotes: cobertura de paredes e barrotes por uma camada de cerâmica de 1,25 metros de altura. A junção dos muros com o soalho deve ser feita por um angulo arredondado para facilitar a limpeza.

– Os tectos: construção de tectos em todas as zonas de fabrico de modo a que a altura exacta seja superior ou igual a 2,7 metros. Do mesmo modo, o fecho de todas as janelas desta zona e que dão para o exterior da zona de fabrico.

b- Iluminação: reforço da iluminação de modo a que não seja menos que 215 lux em todo o tempo com a utilização de luminárias que devem ser facilmente limpas e munidas de envelopes de protecção em caso de rebentamento.

c- Ventilação: fecho das aberturas e conclusão dos trabalhos de construção dos plafonds da zona de fabrico ao mesmo tempo que se mantém uma boa ventilação que pode ser natural ou mecânica.

d- Instalações sanitárias: reabilitação das instalações sanitárias existentes e aumento do seu número com vista a satisfazer as normas em vigor que prevêem a existência de 5 blocos sanitários para 50 a 100 empregado(a)s para além dum bloco sanitário para cada grupo de 30

empregado(a)s acima dos 100. Mudança dos lavabos para ter a forma requerida (circular ou semicircular) bem como a mudança das torneiras tradicionais por torneiras a pedal ou células fotoeléctricas.

e- Câmara fria: reabilitação da câmara fria e extensão desta a fim de permitir o armazenamento de peixe frio e congelado durante o período em que a exportação do peixe ultrapassa a de produção diária.

2. Instalações administrativas:

Reabilitação e construção de instalações administrativas, fecho das fissuras e construção de blocos sanitários.

3. Zona de fabrico das farinhas de resíduos de peixe:

Reabilitação dos soalhos e paredes da zona de fabrico de farinha a base de resíduos de peixe em cerca de 700 m² de superfície.

B) Equipamentos

Os equipamentos da fabrica compreendem o fornecimento e a instalação duma cadeia de produção completa, dos equipamentos necessários ao transporte no interior da fabrica e no exterior, os equipamentos de controle de qualidade do laboratório da fabrica, a máquina de fabrico de gelo, a renovação da câmara fria bem como os equipamentos de climatização da fabrica e do edifício administrativo.

C) Inputs para a produção:

O fornecimento de inputs para a produção, tais como caixas metálicas de conserva e os materiais fazendo parte do fabrico das caixas e cartões servindo de embalagem, por uma duração de seis meses.

D) Apoio a U.E.P.

Compreendendo a aquisição de equipamentos de escritório: uma fotocopiadora, dois computadores e seus acessórios, um scanner bem como outro mobiliário de escritório.

A componente compreende igualmente as prestações de serviços dum engenheiro de construção civil, ou dum arquitecto, para apoiar a direcção da fabrica durante as diferentes fases de execução do Projecto.

E) Estudo de reestruturação organizacional e formação

A componente compreende o custo dum estudo de reestruturação organizacional da sociedade, a determinação e a descrição de funções dos seus quadros, a implementação deste estudo bem como a formação dos empregados nos diferentes equipamentos modernos de produção que fornecerá o Projecto.

F) Serviço de Consultores

Compreendendo: o fornecimento dos serviços dum gabinete de estudos para:

- Elaboração dos estudos detalhados de execução,
- A determinação de normas e elaboração dos dossiers de concurso para as diferentes componentes do Projecto,

– Controle e supervisão dos trabalhos.

A conclusão do Projecto está prevista para 31 de Dezembro de 2005.

ANEXO « A »

BENS E SERVIÇOS DEVENDO SER FINANCIADOS E AFECTAÇÃO DO EMPRÉSTIMO DO BADEA

O quadro abaixo indica as categorias de bens e serviços financiados pelo empréstimo, o montante do empréstimo afectado a cada categoria e a percentagem de despesas financiadas.

Categoria	Montante afectado (expressado em dollars \$)	% de despesas financiadas do custo total da componente
1. Trabalho de construção civil	180.000	60 %
2. Fornecimento de equipamentos (à excepção dos adquiridos precedentemente) e sua instalação	380.000	100 %
3. Inputs à produção	110.000	45,8 %
4. Equipamentos no âmbito da componente de apoio à UEP	20.000	100 %
5. Serviços de Consultadoria	90.000	100 %
6. Não afectado	70.000	
Total	850.000	

NOTA :

O BADEA pode, pela via da notificação ao mutuário, (i) reafectar todo o montante dependente da categoria 6 (não afectado) a qualquer uma das outras categorias de 1 a 5, na medida em que o referido montante é necessário à regularização das despesas efectuadas a título das referidas categorias; (ii) reafectar todo o montante de qualquer das categorias 1 a 5 a uma outra das categorias 1 a 5 na medida em que o dito montante não é mais necessário à regularização de despesas efectuadas a título da primeira categoria mas é necessário à regularização de despesas efectuadas a título das outras categorias.

ANEXO « B »

AQUISIÇÃO DE BENS E SERVIÇOS

A menos que o BADEA estabeleça de outra forma, a aquisição dos bens e serviços devendo ser financiados com fundos do Empréstimo, far-se-à como se segue:

- Os trabalhos de construção civil: na base de uma adjudicação local.
- O fornecimento e a instalação de equipamentos e a produção: na base duma lista restrita de empresas internacionais qualificadas.
- O fornecimento de equipamentos destinados a UEP: importados pela via de representantes locais ou regionais.
- Os serviços de consultoria: na base duma lista restrita de gabinetes de engenheiros-consultores.

Em igualdade de qualidade de bens e serviços e de capacidade de execução, a preferência será dada as

empresas árabes, africanas ou arabe-africanas, à condição que a diferença de custos, com relação ao montante da menor oferta, não ultrapasse 15% para os materiais e 10% para os serviços, que o valor acrescentado dos materiais seja de pelo menos 30% e que a parte árabe ou africana do capital destas empresas não seja inferior a 50%.

O Mutuário submete à aprovação previa do BADEA todos os contratos e ordens propostos para a aquisição de bens e serviços devendo ser financiados com meios do empréstimo.

3) O Mutuário submete ao BADEA as copias dos documentos de adjudicações e efectuará nos referidos documentos as modificações que o BADEA poderia razoavelmente solicitar. No caso em que os proponentes forem escolhidos na base de listas restritas, o Mutuário transmitirá ao BADEA as referidas listas restritas para exame e aprovação. A seguir à recepção da avaliação das ofertas, o Mutuário apresentará ao BADEA um relatório detalhado sobre a avaliação e as comparações das ofertas recebidas, acompanhadas das recomendações relativas à atribuição dos mercados para a aprovação das referidas recomendações.

—o§o—